

Des moyens pour l'éducation et pas pour la répression !

Le 18 avril le président Macron a annoncé au Figaro sa volonté de mener à son terme sa politique de recrutement de 10 000 policiers et gendarmes supplémentaires entre 2017 et 2022. Lors de cet entretien, il a également fait part de sa volonté de renouveler 50% du parc automobile de la police, la création d'une "école de guerre" pour la formation continue des policiers et gendarmes et de créer une réserve de 30 000 personnes prévue par la loi de Sécurité Globale.

Ces annonces à visée électorales sont inquiétantes car elles laissent présager toujours plus de répression contre les quartiers populaires et les mouvements sociaux. Pour Sud éducation Alsace elles montrent encore une fois où se situent les priorités du gouvernement en pleine crise sanitaire. En 2020, le ministère de l'Éducation nationale a économisé plus de 200 millions d'euros. Depuis janvier, l'annonce de 1800 suppressions de postes, inquiète les personnels qui verront partout les effectifs augmenter dans les classes là où souvent les salles sont déjà trop petites. En parallèle à cela, l'offre de formation continue ne cesse de se dégrader lorsqu'elle n'est tout juste insuffisante.

Dans l'académie de Strasbourg, 43 postes seront supprimés à la rentrée, partiellement transformés en heures supplémentaires annuelles notamment en lycée et dans les collèges de REP/REP+. Dans les lycées, le nombre d'heures d'enseignement dans certaines matières diminue en raison de la réforme, que Blanquer annonçait à moyens constants, mais pas les heures supplémentaires. En éducation prioritaire, les collèges perdent leurs postes en surnuméraire qui permettaient de mettre en oeuvre des projets pédagogiques pour lutter contre le décrochage scolaire, actant la fin des dispositifs qui en faisaient sa spécificité. Enfin, les sections UPE2A perdent l'heure de coordination, déjà insuffisante, qui permettait aux collègues d'organiser l'accueil des élèves primo-arrivant•es. Les AED et les AESH, qui comptent parmi les personnels les plus précaires de l'éducation nationale, se sont mobilisés à plusieurs reprises depuis le début de l'année. Le ministère comme le rectorat restent sourds à leurs revendications et ne leur accordent que du mépris.

Depuis plus d'un an, les personnels subissent de plein fouet les effets d'une gestion chaotique de la crise sanitaire et voient leurs conditions de travail se dégrader en raison de protocoles sanitaires insuffisants. La fermeture récente des écoles et établissements, ainsi que le fiasco de la "continuité" pédagogique constituent un nouvel échec pour le ministre Blanquer. Trois semaines après cette fermeture, les conditions sanitaires restent toujours inchangées dans l'académie mettant en jeu la santé des personnels lors de la reprise en présentiel le 26 avril puis le 3 mai.

Pour Sud éducation Alsace, ces choix politiques et budgétaires sont symptomatiques d'une volonté de détruire le service public d'éducation et de renforcer le rôle des forces de répression à un moment où le tournant autoritaire et islamophobe du gouvernement se poursuit notamment suite au vote récent de la loi de sécurité globale et de la loi "séparatismes".

Sud éducation Alsace appelle l'ensemble des personnels à se mobiliser aux actions prévues : 30 avril dans l'éducation, le 1er mai dans les manifestations prévues localement et appelle à construire dans les établissements et dans toute l'académie, le rapport de force pour imposer un véritable plan d'urgence pour l'éducation et dans les services publics !

**VENDREDI 30 AVRIL : RASSEMBLEMENT
EDUCATION DEVANT LE RECTORAT A 14H30**

SAMEDI 1er MAI A 10H
- STRASBOURG : Place de la Bourse
- MULHOUSE : Place du Marché

Sud éducation Alsace c/o Solidaires Alsace

1, rue Sédillot

67000 Strasbourg

sudeducalsace@gmail.com -- www.sudeducalsace.info

éducation
Sud ALSACE
Union
syndicale
Solidaires